

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS

C.C.A.P.

MAITRE DE L'OUVRAGE

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
VEZERE – MONEDIERES - MILLESOURCES**

**15, avenue du Général de Gaulle
19260 – TREIGNAC**

ADRESSE DU CHANTIER

1, avenue Briand - Le Bourg – 19170 - TARNAC

OBJET DE LA CONSULTATION

**REHABILITATION D'UN BATIMENT EXISTANT
POUR LA CREATION D'UN TIERS-LIEU et D'UNE BIBLIOTHEQUE**

REMISE DES OFFRES

Date et Heure Limites de réception

MARDI 23 MAI 2017 à 12 heures 00

Dossier de Consultation des Entreprises

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1 . OBJET DU MARCHÉ . DISPOSITIONS GENERALES | 3 |
| 1.1-Objet du marché – Domicile du titulaire | 3 |
| 1.2-Décomposition en tranches et en lots | 3 |
| 1.3-Intervenants | 3 |
| 1.4-Travaux intéressant la Défense- Obligation de discrétion | 4 |
| 1.5-Contrôle des prix de revient | 4 |
| 1.6-Dispositions générales | 4 |
| ARTICLE 2 . PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ | 5 |
| ARTICLE 3 . PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES . VARIATION DES PRIX REGLEMENT DES COMPTES | 5 |
| 3.1-Tranche(s) conditionnelle(s) | 5 |
| 3.2-Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes Travaux en régie | 5 |
| 3.3-Variation dans les prix | 7 |
| 3.4-Modalités de paiement direct | 8 |
| ARTICLE 4 . DELAI D'EXECUTION . PENALITES , PRIMES et RETENUES | 8 |
| 4.1-Délai de réalisation | 8 |
| 4.2-Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots | 8 |
| 4.3-Pénalités pour retard dans l'exécution - Primes d'avances | 8 |
| 4.4-Pénalités et retenues autres que retard d'exécution | 9 |
| ARTICLE 5 . CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE | 9 |
| 5.1-Retenue de garantie | 9 |
| 5.2-Avance forfaitaire | 9 |
| 5.3-Avance facultative | 9 |
| ARTICLE 6 . PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS | 10 |
| 6.1-Provenance des matériaux et produits | 10 |
| 6.2-Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt | 10 |
| 6.3-Caractéristiques,qualités,vérification,essais épreuves des matériaux et produits | 10 |
| 6.4-Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire, des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage | 10 |
| ARTICLE 7 . IMPLANTATION DES OUVRAGES | 10 |
| 7.1-Piquetage général | 10 |
| 7.2-Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés | 10 |
| ARTICLE 8 . PREPARATION.COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX | 10 |
| 8.1-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux | 10 |
| 8.2-Études d'exécution des ouvrages | 11 |
| 8.3-Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément | 11 |
| 8.4-Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers | 11 |
| 8.5-Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé | 12 |
| ARTICLE 9 . CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX | 12 |
| 9.1-Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux | 12 |
| 9.2-Réception | 13 |
| 9.3-Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages | 13 |
| 9.4-Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages | 13 |
| 9.5-Documents fournis après exécution | 13 |
| 9.6-Délais de garantie | 13 |
| 9.7-Garanties particulières | 13 |
| 9.8-Assurances | 13 |
| ARTICLE 10 . DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX | 13 |

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1 . OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché - Domicile du titulaire :

La consultation concerne : **LA REHABILITATION D'UN BATIMENT EXISTANT
POUR LA CREATION D'UN TIERS-LIEU et D'UNE BIBLIOTHEQUE**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au siège de la **Communauté de Communes VEZERE – MONEDIERES – MILLESOURCES – 15, avenue du Général de Gaulle – 19260 – TREIGNAC**, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 Décomposition en Tranches et lots : Il est prévu une décomposition en deux tranches fermes

L'opération de travaux et allotie, la consultation comporte 10 lots désignés ci-après, qui seront traités par marchés distincts :

| Désignation des lots | |
|----------------------|--|
| Lot n°1 | DEMOLITIONS – GROS-OEUVRE – V.R.D. |
| Lot n°2 | CHARPENTE BOIS |
| Lot n°3 | COUVERTURE ARDOISES - ZINGUERIE |
| Lot n°4 | MENUISERIES EXTERIEURES BOIS - SERRURERIE |
| Lot n°5 | MENUISERIES INTERIEURES BOIS |
| Lot n°6 | PLATRERIE - FAUX PLAFONDS - PEINTURE |
| Lot n°7 | SOLS SOUPLES |
| Lot n°8 | CHAUFFAGE – VENTILATION - PLOMBERIE – SANIT AIRE |
| Lot n°9 | ELECTRICITE |
| Lot n°10 | CARRELAGE - FAIENCE |

1.3 Intervenants

1.3.1. Mandataire du maître de l'ouvrage : sans objet.

1.3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché : les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par l'article 114 1° du CMP :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (1° de l'article 114 du Code des Marchés Publics) ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq (5) dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du Code du Travail (de l'article 45 du Code des Marchés Publics)
- les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références) ;
- l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.2.6 ci-après.

1.3.3. Conduite d'opérations : Sans objet.

1.3.4. Maîtrise d'œuvre : la maîtrise d'œuvre est assurée par :

Architecte : mandataire du Groupement de Maîtrise d'Oeuvre
-SEBASTIEN CLAVEYROLAT, ARCHITECTE D.E. - 19, avenue Carnot – 19200 USSEL

Le Maître d'œuvre est chargé d'une mission comprenant :

- les études d'avant-projet (AVP comprenant APS - APD)
- les études de projet (PRO - DCE)
- l'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- la direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- l'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « garantie de parfait achèvement » (AOR)
- les études d'exécution (EXE-VISA) sont comprises dans les prestations de la Maîtrise d'Oeuvre.

1.3.5. Contrôle technique : les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique :

– **SOCOTEC BRIVE : 19 bd Général Koenig, 19100 BRIVE LA GAILLARDE**

1.3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS) : La coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs en phase de réalisation

– **SOCOTEC BRIVE : 19 bd Général Koenig, 19100 BRIVE LA GAILLARDE**

1.3.7. Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier (OPC) :

- **SEBASTIEN CLAVEYROLAT, ARCHITECTE D.E. - 19, avenue Carnot – 19200 USSEL**

1.3.8. Autres intervenants : Sans objet.

1.4 Travaux intéressant la Défense – Obligation de discrétion : Sans objet.

1.5 Contrôle du prix de revient : Sans objet.

1.6 Dispositions générales

1.6.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R341-36 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

1.6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du Code des Marchés Publics (CMP), une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse.

1.6.3. Assurance de responsabilité civile pendant et après les travaux

A. Les titulaires et leurs sous-traitant éventuels doivent être garantis par une Police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudice causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Par dérogation à l'article 4.3 du CCAG, leurs Polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :

- Pendant les travaux :
 - Dommages corporels : 4 500 000.00 euros par sinistre.
 - Dommages matériels et immatériels : 750 000.00 euros par sinistre, dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000.00 euros.
- Après les travaux :
 - Tous dommages confondus par sinistre et par année : 1 500 000.00 euros dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000.00 euros.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur Compagnie d'Assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

- B. Les titulaires doivent être garantis par une Police couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code Civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité ;

A – Pièces particulières :

- **L'acte d'engagement** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- **Le présent CCAP** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul fois ;
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) : documents groupés**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;

B – Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel qu'il est défini à l'article 3.3.2. du présent CCAP.

- **Le cahier des clauses techniques générales (CCTG)** applicables aux marchés publics de travaux ;
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG)** applicables aux marchés publics de travaux approuvé par le décret n°76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES **VARIATION DANS LES PRIX– REGLEMENT DES COMPTES**

3.1. Tranche(s) conditionnelle(s) : Sans objet.

3.2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes – Travaux en régie.

3.2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis :

- En tenant compte des dépenses éventuelles liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, conformément à la législation en vigueur et au schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) ;
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1.2. ci-avant ;
- En tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au 3.2.9. ci-après.

3.2.2. Outre les facilités dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8.4.1. ci-après, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3.2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global forfaitaire.

3.2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix : Sans objet.

3.2.5. Travaux en régie : Sans objet.

3.2.6. Les modalités de règlement des comptes du marché sont les suivantes :

- Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché ;
- Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13.1, 13.21 et 13.22 du CCAG.

3.2.7. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde, indemnités – Intérêts moratoires :

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 45 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, celle-ci est constituée par la date de réception de cette acceptation par le maître d'œuvre.

Il est dérogé à la totalité des articles 11.7, 13.231, 13.431 et 13.54 du CCAG et fait application de l'article 96 modifié du CMP et du décret 2002-232 du 21 février 2002.

Pour l'application de l'article 13.511, le terme « paiement » est substitué à celui de « mandatement ».

3.2.8. Approvisionnements : Sans objet.

3.2.9. Répartition des dépenses de chantier

Pour l'application du l'article 10-1 du CCAG, les dispositions suivantes sont retenues :

A – Dépenses d'équipement de chantier

A.1- prestations extérieures aux bâtiments

Les voies de circulation et les branchements nécessaires au chantier sont réputés exister et être utilisables.

Les autres dépenses nécessaires à l'exécution des travaux (clôtures, aires de stockage, panneaux de chantier, installations de chantier visées au 8-4.1 du présent CCAP, installations communes d'hygiène et repli des installations), sont à la charge **du lot n°1 – DEMOLITIONS – GROS-OEUVRE – V.R.D.**

Les dispositions sont également applicables aux voies de circulation et branchements lorsque ceux-ci n'existent pas ou sont inutilisables.

A.2 - Équipements des bâtiments proprement dits

A.2.1- Cas général : Les installations existantes sont réputées utilisables.

Les documents particuliers du marché précisent, le cas échéant, les contraintes d'utilisation et des installations que les entrepreneurs ne sont pas autorisés à utiliser.

Si des installations nécessaires à l'exécution des travaux doivent être réalisées, ou lorsque les installations existantes ne peuvent être utilisées en l'état et doivent être aménagées ou complétées, chaque corps d'état prendra en charge la partie de prestations relevant de son lot.

Dans le cas particulier où, d'une part les branchements existent et d'autre part les compteurs d'eau et d'électricité font défaut, l'installation de ceux-ci est à la charge de la ou des entreprises des lots spécialisés correspondants.

Dans le cas où les prestations indiquées dans les paragraphes ci-dessus ne relèvent d'aucun lot intervenant sur le chantier, elles sont exécutées au titre du compte prorata.

A.2.2- Cas particulier des dispositifs de sécurité de chantier

Chaque entrepreneur fournit et met en place les dispositifs de sécurité afférents aux travaux qu'il exécute.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le mettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle, ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.

A.3 – Entretien

A.3.1 – Installations existantes, mise à disposition des entreprises

Les dépenses d'entretien relatives aux installations existantes mises à disposition des entreprises, sont portées au débit du compte prorata.

A.3.2 – Installations provisoires mises en place par les entreprises

Le maintien en état de fonctionnement des installations citées aux A.1 et A.2 ci-dessus, est effectué et pris en charge par l'entreprise qui les a réalisées.

B – Dépenses de fonctionnement

B.1 – dépenses de consommation

B.1.1 – Dépenses réalisées à partir des installations existantes mises à la disposition des entreprises par le maître de l'ouvrage :

Les dépenses afférentes aux consommations des fluides et énergies nécessaires aux installations de chantier sont portées au débit du Maître d'Ouvrage.

B.1.2 – Dépenses réalisées à partir des installations provisoires mises en place par les entreprises :

Les consommations téléphoniques sont mises à la charge des entreprises utilisatrices.

Les dépenses de fluides et d'énergies nécessaires aux épreuves ou essais sont facturées à l'entrepreneur du lot qui a fait l'objet des épreuves ou essais.

Les autres dépenses sont portées au débit du Maître d'Ouvrage.

B.2 – Dépenses d'exploitation

Sauf accord différent entre les entrepreneurs, ces dépenses (essentiellement nettoyage du bureau de chantier, des installations communes d'hygiène, réparation ou remplacement de fournitures ou parties d'ouvrages détériorées lorsque le responsable ne peut être déterminé, gardiennage, Etc...) sont portées au compte prorata.

B.3 – Prestations diverses

Les trous, scellements et raccords, nettoyage et remise en état, sont exécutés ou pris en charge par chaque entrepreneur des divers corps d'état intéressés.

Chaque entrepreneur a la charge du tri de ses déchets de chantier conformément à la législation en vigueur, ainsi que de leur évacuation jusqu'aux lieux de stockages temporaires fixés par le SOGED.

L'entrepreneur titulaire **du lot n° 1 – DEMOLITIONS – GROS-OEUVRE – V.R.D.** assure le stockage temporaire, l'évacuation et l'élimination des déchets de chantier de l'ensemble des lots, conformément à la législation en vigueur et au SOGED.

Lorsque le chauffage de chantier est nécessaire à la bonne exécution des travaux, les frais afférents font l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le maître de l'ouvrage et les entrepreneurs des divers corps d'état intéressés.

C – Compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux prévus au descriptif et qui ne sont pas affectées par les dispositions qui précèdent, ainsi que les frais de stockages temporaires, d'évacuation et d'élimination des déchets de chantier de l'ensemble des lots, sont inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » établi, géré et réglé par les entrepreneurs.

L'entrepreneur titulaire **du lot n° 1 – DEMOLITIONS – GROS-OEUVRE – V.R.D.** procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa ; cependant, il peut demander des avances aux entrepreneurs. Il effectue, en fin de chantier, la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différent qui se serait élevé entre eux.

3.3. Variation dans les prix :

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux, sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1 – les prix sont fermes, nets, et actualisables. Les prix sont réputés établis sur la base du mois de remise de l'offre appelé “ **mois zéro** ”.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations (travaux) faisant l'objet du marché est : **BT01 index général tous corps d'état.**

L'actualisation est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule :

$$C(n) = BT01 (n-3) / BT01 (o)$$

Dans laquelle :

- **Cn** : coefficient d'actualisation
- **BT** : index de référence d'actualisation de prix inscrite au CCAP ;
- **n** correspond au mois de lancement des prestations
 - **au dénominateur**: figurent les valeurs des indices correspondant au “ **mois zéro** ” tel que défini ci-dessus
 - **au numérateur**: figurent les valeurs de ces mêmes indices afférentes au **mois n moins trois mois**.

3.3.2 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3.4. Modalités de paiement direct.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix, prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 4 - DELAI DE REALISATION–PENALITES, PRIMES et RETENUES

4.1 – Délai de réalisation

Le délai de réalisation de l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution visé au 4.1.2 ci-après.

4.1.1 – Calendrier prévisionnel d'exécution : 8 mois pour l'ensemble des travaux (tranche 1 et tranche 2), hors période de préparation, congés et intempéries

4.1.2 – Calendrier détaillé d'exécution

- a) le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le Maître d'œuvre, après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots.
- b) Le délai d'exécution propre à chacun dès lors commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.
- c) Le calendrier détaillé d'exécution sera notifié à tous les entrepreneurs.

4.2 – Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4.3 – Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

4.3.1 – Pénalités pour retard d'exécution

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme est a été indiqué au 4.1.2 – a) et d) ci-avant.

1) Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné :

Le titulaire subit une pénalité journalière de 1/500 du montant du lot considéré dans les conditions prévues à l'article 20.1 du CCAG.

2) Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque entrepreneur sur le chantier.

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, le titulaire encourt une retenue provisoire journalière de 1/500 du montant du lot considéré dans les conditions prévues à l'article 20.1 du CCAG.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive et recalculée à la valeur de cette dernière, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- le titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

-

4.3.2 – Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts : Sans objet.

4.3.3 – Primes d'avance : Sans objet.

4.4 – Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4.4.1 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4.4.2 – Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents tels qu'elle est prévue à l'article 9.5, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une pénalité journalière fixée à 100,00 euros.

4.4.3 – Période de préparation :

En cas de non respect de l'ensemble de ses obligations au terme du délai de la période de préparation fixé à l'article 3.1 de l'acte d'engagement, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une retenue journalière fixée à 50,00 euros.

Cette retenue est recalculée et transformée en pénalité définitive, si l'une des deux conditions suivantes sont remplies :

- le titulaire n'a pas achevé l'ensemble de ses obligations au terme du délai de la période de préparation ;
- le titulaire, bien qu'ayant achevé l'ensemble de ses obligations au terme du délai de la période de préparation, a provoqué des retards dans le déroulement des obligations des autres lots.

4.4.4 – Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG, une pénalité fixée au 100,00 euros.

ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 **Retenue de garantie** : Une retenue de garantie de **5%** est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, elle peut être remplacée au gré du titulaire, par **une garantie à première demande** ou, si les deux parties sont en accord, par **une caution personnelle et solidaire**. Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité, au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie (ou la caution) ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie, la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

5.2 **Avance forfaitaire** : Une avance forfaitaire est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Par dérogation à l'article 11.6, 4^{ème} paragraphe du CCAG, l'avance forfaitaire n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Son montant est égal à 5% du montant, toutes taxes comprises, des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois après la date d'effet de l'acte d'engagement qui emporte commencement d'exécution d'un lot, lorsque celui-ci dépasse le seuil fixé par le CMP pour le versement de l'avance forfaitaire.

Le paiement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.7 ci-avant, compté à partir de cette date.

Le remboursement de l'avance forfaitaire, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65% du montant initial du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le remboursement de l'avance forfaitaire est pris en compte après les postes a) et b) définis à l'article 13.21 du CCAG.

Dans le cas où le montant prévisionnel des sommes à payer directement à un sous-traitant dépasse le seuil fixé à l'article 87 du CMP, une avance forfaitaire peut lui être versée.

Le titulaire transmet immédiatement à la PRM la demande de versement émise par le sous-traitant.

5.3 – Avance facultative : Sans objet.

ARTICLE 6 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE - PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits : Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut-être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification de marché.

6.2 Mise à disposition des lieux d'emprunt : Sans objet

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et des produits

6.3.1. Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leur vérification, essais et épreuves (tant qualificatives que quantitatives) sur le chantier.

6.3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6.4. **Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage :** Sans objet

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 **Piquetage général :** Sans objet

7.2 **Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés :** Sans objet

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux :

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

Par les soins du Maître d'Oeuvre :

- établissement par le Maître d'Oeuvre des études d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, nécessaires pour le début des travaux (dans les conditions prévues à l'article 29.2 du C.C.A.G.) ;
- élaboration, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 4.1.2. ci-avant.
- élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre et les entrepreneurs

Par les soins des entrepreneurs

- par dérogation à l'article 28.3, 3^{ème} alinéa du CCAG, établissement, sous la coordination du Maître d'Oeuvre, et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- * du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- * du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter.
- **pour tous les lots**, établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

- **établissement, mise au point et préparation** par le titulaire du **lot n°1 – DEMOLITIONS – GROS-OEUVRE – V.R.D.** , au visa du maître d'œuvre du Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;

- **installation de chantier** : les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

8.2 – Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le maître d'œuvre et remis au titulaire.

8.3 - Échantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8.4 – Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8.4.1 – installation des chantiers de l'entreprise : les installations suivantes sont réalisées par le titulaire :

- un bureau pour le maître d'œuvre

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8.4.2 – Lieux de dépôt des déblais en excédent : aucune stipulation particulière.

8.4.3 – Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A – Principes généraux : La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement. Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, Etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B – Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, Etc...) le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le Registre Journal.

C – Moyens donnés au coordonnateur SPS

- 1) Libre accès du coordonnateur SPS au chantier.
- 2) Obligations du titulaire :

○ *le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :*

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang ; il tient à sa disposition leur contrat ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.
 - *le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2-A du présent CCAP.*
 - *Le titulaire informe le coordonnateur SPS :*
- de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique l'objet ;
- de son (ses) intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;
 - *Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs, par le coordonnateur SPS. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.*
 - *A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.*

D – Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

8.4.4 – Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique : Aucune stipulation particulière.

8.4.5 – Maintien des communication et de l'écoulement des eaux : Aucune stipulation particulière.

8.4.6 – Démolition des constructions : Aucune stipulation particulière.

8.4.7 – Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre : Aucune stipulation particulière.

8.4.8 – Dégradation causées aux voies publiques : Aucune stipulation particulière.

8.5 – Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé : Sans Objet.

ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux : Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP sont exécutés : les dispositions du 3° de l'article 24 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

9.2 – Réception

9.2.1 – Réception des ouvrages :

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG ;
- la réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots ; elle prend effet à la date de cet achèvement.
- L'entrepreneur titulaire du **lot n° 1 – DEMOLITIONS – GROS-OEUVRE – V.R.D.** est tenu d'aviser la personne responsable des marchés et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cet avis la procédure se déroule, simultanément pour tous les lots, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

9.2.2 – Réceptions partielles : les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.3 – Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages : Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.4 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages : Sans objet.

9.5 – Documents fournis après exécution : Le titulaire remet au maître d'œuvre, **en trois exemplaires dont un reproductible, ainsi qu'un exemplaire sur support numérique** et un exemplaire sur format papier au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO), au plus tard le jour des opérations préalables à la réception ;

- le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.),
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur,
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4.
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, sous format numérique type pdf, (USB - CD-ROM).

9.6 – Délai de garantie : Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.7 – Garanties particulières : Sans objet.

9.8 – Assurances : l'offre de l'entrepreneur doit comporter la justification écrite, prouvant qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil.

ARTICLE 10 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles, suivant les documents et les normes françaises homologuées ci-après :

1. C.C.A.G.

| | | |
|------------|---------------------|--|
| CCAP 1.6-3 | dérogé à l'article | 4.3 du CCAG |
| CCAP 3.2-7 | dérogé aux articles | 11.7 , 13.431 , 13.54 du CCAG |
| CCAP 3.3-4 | dérogé à l'article | 11.6 du CCAG |
| CCAP 4.4-2 | dérogé à l'article | 49.1 du CCAG |
| CCAP 4.4-3 | dérogé à l'article | 49.1 du CCAG |
| CCAP 4.4-4 | dérogé à l'article | 49.1 du CCAG |
| CCAP 5.1 | dérogé à l'article | 4.2 du CCAG |
| CCAP 5.2 | dérogé à l'article | 11.6 – 4 ^{ème} alinéa du CCAG |
| CCAP 8.1 | dérogé à l'article | 28.2 – 3 ^{ème} alinéa du CCAG |
| CCAP 9.2-1 | dérogé aux articles | 41.1 et 41.3 du CCAG |

Fait le, **25 AVRIL 2017**